

Opposition :

A la croisée de chemins

Notre démocratie, instaurée dans le pays depuis 1991, s'ancre petit à petit dans les habitudes de chacun, en laissant tout le loisir à ceux qui le veulent, de la critiquer et de n'y voir qu'un prolongement d'une main basse déjà mise sept ans plus tôt. En réalité, et malgré bien des insuffisances, la démocratie mauritanienne et son institution bicamérale font leur chemin. L'opposition, qui s'était formée dès les premières heures de la démocratisation, avec des leaders aussi populaires que l'ancien président Mohamed Khouna Ould Haidalla, Ahmed Ould

Daddah, Messaoud Ould Boulkheir, Mohameden Ould Babah, Mohamed Mahmoud Ould Mah, Ba Mamadou Alassane et les autres, promettait de donner rapidement un sens à ce multipartisme nouveau, à ce profond mouvement de liberté auquel la démocratisation de la vie politique invitait les citoyens.

C'est pourquoi d'ailleurs, le score réalisé par Ahmed Ould Daddah au nom de cette Opposition de près de 32% lors de la première présidentielle de janvier 1992, était l'expression populaire d'une envie quasi-générale de donner aux 62% de voix obtenues par

le Président élu, un contrepois de 32% de voix de cette opposition qui dicterait en quelque sorte la voie à suivre pour asseoir cette démocratie sur des bases saines et solides, où l'opposition jouerait aux côtés du Pouvoir un rôle de partenaire crédible.

Mais, très vite ce "voeu populaire", - puisque le peuple a voulu maintenir le Président Ould Taya tout en croyant en cette Opposition dirigée par le "tout frais" Ahmed Ould Daddah (il était absent du pays depuis 13 ans) - sera banalisée par ce dernier qui refusera de reconnaître sa légitimité au premier président démocratiquement élu, s'en-

têtera à boycotter les législatives qui suivront et finira par faire le vide autour de lui. Une attitude qui fera s'éclater en morceaux cette opposition pour donner naissance à une multitude de partis d'opposition et profitera au Pouvoir qui s'emploiera à faire basculer dans son escarcelle tous les mécontents de l'autre bord. Le divorce d'Ahmed Ould Daddah avec l'ancien président Mohamed Khouna Ould Haidalla (passé presque inaperçu), mais surtout d'avec Messaoud Ould Boulkheir, qui créa par la suite son Parti Action pour le Changement, por-

Suite en page 3

Opposition :

A la croisée de chemins

tera un coup fatal à l'UFD-Ere Nouvelle qui ne pouvait plus se vanter d'être le plus grand parti de l'Opposition. L'affaiblissement de l'opposition par son émiettement et le recrutement de ses ténors ou des chefs de clans qui la forment, feront le reste. En ce sens que la stratégie adoptée par le Pouvoir fera bonne recette en intégrant dans la Majorité présidentielle le regretté Hamdi Ould Mouknass, père-fondateur de l'Union pour la Démocratie et le Progrès dont le parti, dit "parti des Sages", prônait le dialogue en naviguant au centre, comme pour retrouver l'équilibre du "vœu populaire", abandonné par l'opposition.

Au bout du compte, le Pouvoir était sorti renforcé de cette lutte sans

merci avec l'opposition qui n'a plus retrouvé ce score de plus de 30% et sur laquelle les erreurs et les mauvais calculs jetteront un discrédit qui laisse les coudées franches au Pouvoir et à son Parti, le PRDS, de mener pratiquement seuls, la barque de la démocratie, trois mandats de suite. Des mandats au cours desquels de grandes réalisations seront concrétisées, notamment des réformes économiques permettant d'atteindre des performances jusque là inégalées, des programmes socio-économiques de taille comme le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, la construction d'infrastructures de bases (routes, écoles, hôpitaux, etc.). Tant et si bien que le Pouvoir finit par forcer l'es-

time une opinion qui voyait en l'opposition une "grosse gueule" incapable de faire la différence. Lors des événements des 8 et 9 juin 2003 qui visaient à renverser le président élu, par la force, le peuple sortira dans les rues pour condamner cette "lâche tentative de déstabilisation". Pourtant, l'Opposition traditionnelle (Ahmed et Messaoud) ne marqueront pas le pas. Plus grave, des accointances seront révélées par les milieux de l'enquête, dans le dossier des putschistes arrêtés, entre certains leaders de l'Opposition et les meneurs du putsch manqué de juin 2003.

Quel destin, alors pour l'Opposition classique, osons-nous, nous demander, puisque ce triste bilan n'augure

point d'un avenir meilleur pour ses anciens leaders ? La réponse n'étant pas à notre portée, nous pouvons seulement espérer que l'UFP, le Sawab et les autres partis dont les dirigeants sont moins étiquetés, trouveront la bonne formule pour faire avancer la démocratie en mettant en œuvre une politique participative avec le Pouvoir. Et l'on se demande ce que cela coûterait d'ailleurs à cette nouvelle opposition ou même à l'ancienne, d'être au service du peuple, en apportant des critiques constructives, en jouant un rôle plus crédible et surtout moins jusqu'à-boutiste, de contrepoids au pouvoir. N'avons-nous pas le droit de rêver ?

MOHAMED OULD KHATTAT